

Bâtir les maisons de santé de demain

Par Arnaud Robinet, maire de Reims, et Nicolas Boudeville, président d'Edifice Capital, le 7/5/2018 à 06h00

Offre hospitalière incomplète, désertification médicale, prévention lacunaire et couverture sociale en question... Le modèle de santé français doit relever des défis sans précédent. C'est le sens du dernier discours du premier ministre consacré à la stratégie de santé.

Pourtant, au lieu de chercher à colmater les brèches d'un système façonné à la Libération, peut-être est-il temps au contraire de bâtir un nouveau logiciel adapté à la société actuelle et à venir.

Caractérisée par l'allongement de la durée de la vie, l'émergence de grandes métropoles et les mutations numériques, notre société nécessite aujourd'hui d'inventer un modèle de soins inédit, accessible au plus grand nombre et financièrement équilibré.

Pour atteindre ces objectifs de solidarité et d'efficience, ce modèle devrait être fondé sur trois axes.

Le premier pilier du prochain modèle de santé tient à l'humain et à l'évolution de la société de chaque territoire, ce qui exige la mobilisation des partenaires locaux. Ces derniers sont confrontés à une profonde mutation (désertification rurale et saturation urbaine). Cette transformation entraîne un déséquilibre dans l'accès aux soins, que seuls les élus locaux au sens large peuvent traiter vigoureusement. Loin des usines à gaz administratives dont les réformes de la santé ont malheureusement été si souvent marquées, il faut ainsi construire une gouvernance locale de la santé, plus précise, plus souple et plus lisible.

Le deuxième pilier consiste à faire le pari de l'innovation et de la santé numérique. La France est à l'origine des pionniers de la télémédecine, comme on l'a vu avec le leader des objets connectés, Withings, racheté l'an dernier par Nokia. Ces nouveaux objets représentent l'entrée dans la médecine du futur et il serait incompréhensible que nos concitoyens n'en bénéficient pas en priorité. Ainsi, les patients devraient avoir accès à des équipements de pointe, reliés aux différentes étapes de leur parcours de soins, de l'hôpital au cabinet du médecin traitant en passant par l'ensemble des professionnels

de santé. Dans ce domaine essentiel de la connexion entre praticiens, notre pays accuse un retard pourtant criant qu'il est temps de combler grâce à la Tech.

Le troisième axe relève de la viabilité financière. Mis à part le cas des plus modestes, la couverture des soins doit progressivement être partagée, entre une part qui reviendrait à l'assurance-maladie obligatoire, qui ne peut plus supporter l'entièreté du financement des soins, et une autre supportée par l'assurance complémentaire, laquelle doit mieux protéger les patients face aux maladies chroniques. Ces dernières, liées à la longévité croissante et aux progrès de la médecine, posent une question financière majeure et pourtant aujourd'hui peu résolue. Il convient donc d'associer les assurances, les mutuelles comme les institutions de prévoyance à l'accompagnement des malades chroniques, souvent âgés.

Ces trois axes (humain et local, numérique et innovation, viabilité financière et développement économique) seront ainsi au cœur de nouveaux projets d'établissements de santé portés par notre association à but non lucratif, Sageo, en cohérence avec les objectifs du gouvernement (doublement des maisons de santé d'ici à la fin du quinquennat).

Ces établissements devront donc être reliés aux grands centres hospitaliers grâce à des outils connectés permettant d'établir un diagnostic et un suivi parallèle aux interventions chirurgicales, ce qui permettra le maintien à domicile pour nombre de Français vivant dans le monde rural. Ces espaces devront être gérés en lien avec les réseaux de soins qui associent professionnels de santé et organismes de protection sociale, en associant enfin les collectivités locales les plus concernées et volontaires.

C'est le sens de notre démarche : promouvoir des maisons de santé connectées et performantes, à taille humaine, qui feront référence en Europe et dans le monde.

Arnaud Robinet, maire de Reims, et Nicolas Boudeville, président d'Edifice Capital